

Séance ordinaire du mardi 6 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le six février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER.

Absents / Excusés :

Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Nicole MARIN-KHOURY, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Lancement d'un appel à projets à l'attention des gestionnaires à but non lucratif d'établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) pour la mise à disposition des futurs locaux d'une crèche dans le quartier de la Cité Créative - Approbation

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité faire de la Petite Enfance une politique publique prioritaire, afin de réaliser le projet de ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains. Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Aujourd'hui, le territoire communal propose une offre d'accueil qui repose avant tout sur un réseau municipal fort de 30 établissements, représentant à lui seul 50 % de l'offre totale d'accueil collectif du territoire. Cependant, cette offre restant insuffisante au regard des besoins croissants de la population du territoire, le développement de nouvelles places de crèches constitue donc un enjeu primordial pour la Ville. C'est pourquoi, elle a d'ores et déjà programmé la construction de nouvelles crèches, avec l'objectif de créer 300 nouvelles places d'ici 2026. Parmi ces nouvelles structures, la crèche Mireille-Laget sera livrée en septembre 2025 dans le quartier de la Cité Créative (ex ZAC EAI, quartier de la Croix d'Argent).

Afin de compléter et diversifier l'offre d'accueil proposée aux familles Montpelliéraines, la Ville a posé, dans la délibération-cadre du 11 décembre 2023 portant création du Service Montpelliérain de la Petite

Enfance, le principe d'un soutien renforcé au service public municipal et aux acteurs associatifs gestionnaires de Services Sociaux d'Intérêt Général (SSIG), afin de garantir une offre de qualité.

La collectivité souhaite ainsi proposer les futurs locaux de la crèche Mireille-Laget à un gestionnaire associatif dans le cadre d'une procédure d'appel à projets. Le lancement de cet appel à projets permettra d'identifier, sur la base de différents critères, un acteur à but non lucratif (association, organisme mutualiste...) engagé et en capacité de gérer un établissement d'accueil du jeune enfant (EAJE) dans ces locaux. Plus précisément, la Ville de Montpellier soutiendra, dans le strict respect de ses compétences, un acteur souhaitant développer un projet d'accueil du jeune enfant s'apparentant à un SSIG dans le quartier de la Cité Créative, par la mise à disposition des locaux de la future crèche Mireille-Laget, d'une capacité d'accueil de 48 berceaux, organisés en deux niveaux sur une surface de plancher de 720 m².

Pour cela, les projets proposés devront, en conformité avec les textes relatifs à la petite enfance en vigueur, prendre en considération les enjeux suivants :

1. La prise en compte des enjeux spécifiques du territoire en cohérence avec les objectifs généraux de la Convention Territoriale Globale (CTG) signée par la Ville de Montpellier et la CAF de l'Hérault, en s'adaptant aux attentes particulières des familles et aux besoins des enfants accueillis notamment en ce qui concerne les horaires d'ouverture et de prise en charge des enfants ;
2. L'accueil et l'accompagnement épanouissant des jeunes enfants à partir de 10 semaines et possiblement jusqu'à 6 ans pour les enfants à besoins spécifiques ;
3. La participation active des familles à la vie de l'établissement ;
4. La participation de l'établissement à l'animation de la vie sociale et culturelle locale ;
5. La mise en place d'une politique d'attribution des places prenant en compte la capacité contributive et la situation des familles et notamment les enjeux d'inclusion et de mixité définis dans la CTG ;
6. La sensibilisation des enfants et de leurs familles aux enjeux de la transition écologique.

Au regard de la pertinence du projet retenu, la Ville se réserve le droit de formaliser ses relations avec le candidat retenu à travers une convention de mise à disposition des locaux, ainsi qu'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens, pour soutenir le fonctionnement de son activité. A ce titre, le candidat retenu pourra solliciter, pour chaque année, l'attribution d'une aide au fonctionnement tant pour l'accueil des petits montpelliérains que pour la mise en œuvre de son projet éducatif, sous réserve du vote du budget municipal et de l'évaluation annuelle du projet déposé.

Les principales caractéristiques de l'appel à projets sont les suivantes :

1. Critères d'éligibilité pour candidater :

- Être une personne morale (association loi 1901, fondations, GIP, mutuelle privée non lucrative ...) ;
- Adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019 ;
- Présenter un dossier complet dans le respect du calendrier prévu dans le présent appel à projets ;

2. Critères de sélection des projets :

Seront appréciés pour la sélection du projet retenu les éléments suivants :

- La prise en compte du cadre réglementaire et des valeurs définies dans les documents de référence au niveau national et local, en matière de politiques familiales. La conformité et la cohérence du projet avec les objectifs et orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville seront notamment appréciées ;
- La présentation d'un projet de qualité, garant d'un accueil inclusif, y compris celui des enfants à besoins spécifiques, pouvant être évalué au moyen d'outils de pilotage d'activité ;
- La cohérence et la qualité de l'encadrement et de la composition d'équipe ;
- La transparence des modalités d'attribution des places, au regard de la capacité contributive et de la situation des familles, ainsi que la volonté d'intégrer le guichet unique proposé par la Ville ;
- La présentation d'un modèle de gouvernance démocratique, participative et ouverte, respectant les valeurs de la laïcité et favorisant l'égalité femme-homme ;
- La pérennité du modèle économique du projet d'occupation ;

3. Calendrier prévisionnel :

- Lancement de l'avis d'appel à projets : 1^{er} trimestre 2024 ;
- Date limite de transmission des candidatures : 30 juin 2024 ;
- Choix du candidat retenu (après audition et classement par un jury) : fin du 3^{ème} trimestre 2024 ;
- Ouverture prévisionnelle de la crèche Mireille-Laget : septembre 2025.

Cet appel à projets sera diffusé sur le site internet de la Ville et les dossiers seront étudiés par un jury d'examen des candidatures.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement de l'appel à projets à l'attention des gestionnaires à but non lucratif d'Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant pour la mise à disposition des futurs locaux de la crèche Mireille-Laget ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 16 février 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 février 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis d'appel à projet crèche M.Laget.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240206-258071-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/02/24
Réception en Préfecture : 19/02/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.